

LHL

N° 120/CA du Répertoire

N° 93-53/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : Entreprise Elysée
KOUDJO Bernard
C/

Ministère de l'Education Nationale
Ministère des Finances

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu La requête de leur conseil Maître Cyrille ADOVELANDE, Avocat à la Cour, en date du 26 novembre 1993, enregistrée au greffe de la Cour le 02 décembre 1993 sous le n° 258/GCS, par laquelle l'Entreprise Elysée et KOUDJO Bernard ont introduit devant la Chambre Administrative de la Cour Suprême, un recours de plein contentieux contre le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère des Finances, pour rupture unilatérale d'un contrat de marché public ;

Vu la lettre n° 505/GCS du 12 décembre 1994 par laquelle les requérants ont été invités, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, organisant la procédure devant la Cour Suprême, à se soumettre aux formalités de la loi en matière de consignation, en attendant que la juridiction examine la recevabilité de leur requête ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Oùï le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Oùï l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions



[Handwritten signature]

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date du 26 novembre 1993, enregistrée au greffe de la Cour le 2 décembre 1993 sous le n° 258/GCS, l'Entreprise Elysée et KOUDJO Bernard, par l'organe de leur Conseil Maître Cyrille ADOVELANDE, Avocat à la Cour, ont introduit un recours de plein contentieux contre le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère des Finances ;

Considérant que par lettre n° 545/GCS du 12 décembre 1994, les requérants ont été invités à satisfaire aux obligations prévues par l'article 45 de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême ;

Considérant que depuis cette date, il s'est écoulé plus de neuf (9) ans ;

Considérant qu'il y a lieu de constater, au regard de la loi, leur déchéance pure et simple et de mettre les frais à leur charge ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Les requérants sont déchus de leur action.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge des requérants.

Article 3 Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative.

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN }
ET {
Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS ;

A

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre deux mille quatre, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

René Louis KEKE ,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Irène O. AÏTCHEDJI,**

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président-rapporteur,

Le Greffier.


G. ALAYE.-


I. O. AÏTCHEDJI.-

DE = 2000F

Enregistré à Cotonou le 25/11/05
No 04 Case 53-16-1
Reçu Deux mille francs.
L'inspecteur de l'Enregistrement




Antoinette L. AGO



